

ÉDITORIAL

Plus de 30 ans de surveillance de la qualité de l'atmosphère et passage de témoin...

Alain TARGET⁽¹⁾

Quelques mois après mon départ à la retraite, ayant pris un peu de recul, je me suis posé la question de l'évolution de la Surveillance de la Qualité de l'Atmosphère (SQA) sur les trente dernières années, de son cheminement, de ses forces et faiblesses ainsi que des pistes de progrès à envisager maintenant. Il ne s'agit pas ici de faire un historique à la Prévert. Revenons simplement sur quelques périodes riches en enseignements et en amitiés.

Encore au début des années 80, la pollution atmosphérique était perçue comme provenant essentiellement de sources industrielles avec le suivi de la pollution acido-particulaire au travers de stations fixes placées sous les vents dominants de ces industries. L'information était balbutiante et limitée, et à destination des administrations chargées des suivis réglementaires. La transparence n'était pas le premier objectif, et l'on parlait peu de liens pollution/santé, si ce n'est dans quelques structures spécialisées et confidentielles. Il était osé et malvenu de pouvoir penser que la pollution atmosphérique, au niveau rencontré dans nos régions françaises, pouvait altérer notre santé⁽²⁾. L'affirmation du professeur Walter Holland en 1979 (*International Journal of Epidemiology*) laisse aujourd'hui songeur : « *Air pollution is no more a public health problem* ».

De 1980 à nos jours, il y a eu de nombreux progrès aussi bien au niveau de la technologie et de la professionnalisation des organismes qu'au niveau des évolutions réglementaires (programme « Un air pur pour l'Europe » et directives européennes associées, LAURE, Grenelle de l'Environnement...). Parmi ces différents points, l'une des évolutions les plus positives a été la mise en place d'une communication

systématique et obligatoire pour le grand public. Cette volonté de transparence a été confortée dans le cadre d'une gouvernance locale en avance sur son temps à travers la collégialité statutaire des AASQA, Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air.

Professionnellement, plus de 30 ans dans le domaine de l'atmosphère comme directeur de l'ASPA (AASQA d'Alsace) ont été particulièrement passionnants, d'autant plus que l'exploration de tous ses méandres est encore loin d'être aboutie. Un grand pas aura été fait le jour où l'on aura une connaissance suffisamment significative de la dose reçue du plus grand nombre de polluants possibles dans tous les types d'exposition (extérieur, intérieur, transports, milieu professionnel...) au jour, au mois, à l'année, sur une tranche de vie... Ceci ne concerne bien entendu que la donnée d'exposition qui devra être couplée à des références sanitaires, elles aussi plus pointues. Toutes ces connaissances plus abouties ne pourront être valorisées qu'à la condition que la société civile, administrative et politique en tire les enseignements objectifs pour une bonne gestion d'un environnement raisonné. Toutefois, force est de constater que face à la crise actuelle, la prise en compte de l'environnement, et plus particulièrement du suivi de l'atmosphère, est plutôt en déclin et ne fait plus partie des préoccupations prioritaires de notre société. Néanmoins, l'on sait bien que le suivi de cette problématique impose de prescrire des actions dans la durée, sans à-coups mais dans une réflexion durable.

La montée en puissance des organismes membres de la fédération ATMO France sur de nombreux métiers relatifs à la connaissance et l'amélioration de l'atmosphère (métrologie, inventaires des émissions

(1) Directeur honoraire de l'ASPA.

(2) En 1994, au cours d'une mission parlementaire confiée au sénateur Philippe Richert par le Premier ministre Édouard Balladur sur l'évaluation du dispositif français de Surveillance de la Qualité de l'Air (SQA), nous avons rencontré (Philippe Lameloise, Rémi Stroebel, Eric Chambon et moi-même) différents organismes américains. À Los Angeles, lors de la visite de l'organisme chargé de la SQA (800 personnes), nous avons été surpris par la présence de plaquettes d'information grand public prévenant du danger de l'exposition à l'ozone sur la santé ; il y était indiqué que cet ozone provoquait 30 000 morts anticipés chaque année en Californie (30 millions d'habitants à l'époque). Face à cette information, nous avons demandé à nos homologues américains s'ils étaient sûrs des liens pollution/santé. Ils avaient été très étonnés de notre question en nous rétorquant que chez eux la question du lien ne se posait plus mais éventuellement celle du nombre de morts ! Quel décalage...

voire des énergies, modélisations et cartographies fines de la qualité de l'air) permet de soutenir les services de l'État, les collectivités et toutes les parties prenantes dans la mise en place de véritables observatoires de l'atmosphère dans toute sa transversalité et d'outils territoriaux d'aide à la décision dans le cadre de la planification réglementaire (notamment les Schémas Régionaux du Climat, de l'Air et de l'Énergie et les Plans de Protection de l'Atmosphère).

Pour aujourd'hui et pour demain, il me semble que la mutualisation des moyens et une réelle coopération des organismes de tous bords œuvrant dans la problématique de l'atmosphère devraient être systématiquement appliquées. Il importe que les différents organismes, administrations, chercheurs d'origines diverses (sciences dures et sciences humaines) s'écoulent et se respectent, et ceci vaut tant pour l'échelon central que local. Ainsi, les récentes évolutions relatives à la coordination technique de la surveillance de la qualité de l'air par le LCSQA doivent faciliter grandement les échanges scientifiques et techniques permettant d'aboutir à un réseau d'acteurs œuvrant en cohérence au niveau national mais également avec la pertinence la plus pointue au niveau territorial, avec un regard porté évidemment sur les polluants réglementés mais également sur d'autres substances comme les produits phytosanitaires qui ne font pas aujourd'hui l'objet d'une surveillance couvrant l'ensemble du territoire national, alors que le plan Ecophyto 2018 prévoit une réduction de leur utilisation de 50 % en dix ans.

Pour ce qui est de la communication, il est évident que l'information de proximité est celle qui a le plus d'impact. Je suis confiant sur la qualité des équipes en place aujourd'hui dans notre pays pour relever le défi d'une meilleure atmosphère. Mais le plus grand enjeu sera sans doute de convaincre tout un chacun du bien-fondé des actions de dépollution allant jusqu'à remettre en question nos modes de vie. Forts de leur collégialité, expertise et notoriété, les organismes agréés de surveillance de la qualité de l'air ont de fait, en lien avec des acteurs comme l'APPA, un rôle majeur à jouer pour la sensibilisation de la population.

Je ne pourrais pas terminer ce modeste éditorial de cette revue qui a accompagné nos chantiers de la qualité de l'air, sans avoir une pensée vers tous ceux (et ils sont nombreux) qui ont œuvré durant toute leur carrière au service d'une meilleure qualité de l'air n'altérant plus la santé, formant une réelle communauté d'experts de la qualité de l'air inventant le métier au fur et à mesure des enjeux qui émergeaient. Certains ont pris une retraite bien méritée et d'autres nous ont quitté brutalement : Philippe Lameloise, disparu bien trop jeune, et Jean-Marie Rambaud, emporté par une longue maladie supportée avec beaucoup de discrétion, tous deux ayant œuvré pour la présente revue. Ces deux personnalités œuvraient par ailleurs pour éclairer, promouvoir, sensibiliser les mécanismes de pollution atmosphérique et surtout faire en sorte que ces sujets complexes soient traités dans le cadre d'une réelle gouvernance au service de l'intérêt général.

